

Unité départementale du Val-de-Marne
Service risques et installations classées (SRIC)
12/14 rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 06/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHABANY

2 avenue de la Carelle
94290 Villeneuve-Le-Roi

Références : DRIAT/UD94/SRIC/PADVME/AH/2024/N°423
Code AIOT : 0007403813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement CHABANY implanté 2 AVENUE DE LA CARELLE 94290 Villeneuve-le-Roi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, un courrier de notification a été transmis à l'exploitant le 31/07/2023, l'informant que, dans les 9 mois suite à la notification de l'arrêté, une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux du site devra être réalisée.

En juin 2024, soit un an après la parution de l'arrêté ministériel sus-cité, l'exploitant n'avait pas transmis les documents informant de la réalisation de ces campagnes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHABANY
- 2 AVENUE DE LA CARELLE 94290 Villeneuve-le-Roi
- Code AIOT : 0007403813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHABANY est autorisée, depuis juin 2003, à exploiter, au 2 rue de la Carelle à Villeneuve-le-Roi, un centre de tri, conditionnement et recyclage de déchets de métaux. La société a été autorisée, par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'extension n°2009/4175 du 29 octobre 2009, à étendre son activité sur une parcelle voisine, dite «parcelle nord», pour le tri, la découpe en plein air, puis le stockage temporaire de ferrailles de grandes dimensions. À la suite de la mise à jour du classement de l'établissement, avec bénéfice des droits acquis, le nouveau classement a été entériné par un arrêté préfectoral complémentaire n° 2013/549 du 15 février 2013. De plus, une télédéclaration a été effectuée par l'exploitant le 22 avril 2016 pour la rubrique 2711. Aussi, le site est classé administrativement selon les rubriques suivantes : 2728-1[A]; 2791-1[A]; 2713-1[E]; 2711-2[DC]. La réglementation applicable à l'établissement est la suivante : • arrêté ministériel du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2711. • arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003/2177 du 6 juin 2003; • arrêté préfectoral d'autorisation d'extension n°2009/4175 du 29 octobre 2009; • arrêté préfectoral n°2010/7568 du 26 novembre 2010; • arrêté préfectoral complémentaire n°2013/549 du 15 février 2013.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 17/10/2024, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, 3 non-conformités ont été relevées :

- **Non-conformité n°1** : l'exploitant ne dispose pas de la liste des substances PFAS utilisées,

produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation (article 2 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023) ;

- **Non-conformité n°2** : l'exploitant n'a pas réalisé de campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement et sur les éventuels émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative (article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023) ;
- **Non-conformité n°3** : l'exploitant n'a pas transmis les résultats commentés de ces campagnes d'analyse (article 4 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant ne disposait pas de la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit dresser la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et

d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2° L'analyse de chacune des substances suivantes :

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre
A c i d e perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980
A c i d e perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979
A c i d e perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978
A c i d e perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977
A c i d e perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347
A c i d e perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508

A c i d e perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2	6509
A c i d e perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8	6510
A c i d e perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1	6507
A c i d e perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8	6549
A c i d e perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025
A c i d e perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	8738
A c i d e perfluorohexanesulfonique	PFHxS	355-46-4	6830
A c i d e perfluoroheptanesulfonique	PFHpS	375-92-8	6542
A c i d e perfluorooctane	PFOS	1763-23-1	6560

perfluorooctane sulfonique			
A c i d e perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1	8739
A c i d e perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550
A c i d e perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1	8740
A c i d e perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5	8741
A c i d e perfluorotridécane sulfonique	PFTrDS	791563-89-8	8742

3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes :

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre
A c i d e perfluorotetradécane	PFTeA ; PFTeDA	376-06-7	6547

perfluorotetradécanoïque			
Acide perfluorohexadécanoïque	PFHxDA	67905-19-5	8984
Acide perfluorooctadécanoïque	PFODA	16517-11-6	8985
Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate)	HFPO-DA (Gen X)	13252-13-6 (62037-80-3)	8982
4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoïque	DONA ; ADONA	919005-14-4 (958445-44-8)	8983
Perfluoro([5-méthoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy)acétique	C6O4	1190931-27-1 (1190931-41-9)	8981
2-perfluorohexylethanol (6 : 2)	6 : 2 FTOH ; FHET	647-42-7	7997
2-perfluorooctylethanol (8 : 2)	8 : 2 FTOH ; FOET	678-39-7	8000

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de campagnes d'analyses des PFAS et des AOF conformément à l'article 3 de l'arrêté ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une campagne d'analyse comprenant les PFAS listés dans le 1^{er} tableau et sur les PFAS décrit dans la liste de l'article 2 de l'arrêté préfectoral sus-mentionné.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas fait de campagne de prélèvements et analyses des rejets aqueux pour les PFAS, l'indice AOF et éventuels autres PFAS cités dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p> <p>Aucune transmission des résultats commentés de ces campagnes d'analyses, par voie électronique, via GIDAF, n'a été faite à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>